



**PRÉFET  
DE LA SOMME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement des  
Hauts-de-France**

Unité départementale de la Somme  
53 rue de la Vallée  
80000 Amiens

Amiens, le 25/09/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16/09/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **CALDERYS METALCASTING (ex IMERYS)**

Rue du Doris Terminal  
44550 Montoir-De-Bretagne

Références : 2025-E30154  
Code AIOT : 0005101714

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/09/2025 dans l'établissement CALDERYS METALCASTING (ex IMERYS) implanté 218 bis rue Menchecourt 80100 Abbeville. L'inspection a été annoncée le 26/08/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CALDERYS METALCASTING (ex IMERYS)
- 218 bis rue Menchecourt 80100 Abbeville
- Code AIOT : 0005101714
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Calderys exploite des installations de production de granulés minéraux destinés à

l'industrie de la fonderie sur le territoire de la commune d'Abbeville, sous couvert notamment de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 24 juin 1996.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Généralités	Arrêté Préfectoral du 24/06/1996, article 9	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Sécurité	Arrêté Préfectoral du 24/06/1996, article 12	Sans objet
3	Pollution de l'air	Arrêté Préfectoral du 24/06/1996, article 24.7	Sans objet
4	Pollution de l'air	Arrêté Préfectoral du 24/06/1996, article 24.8	Sans objet
5	Organisation des secours	Arrêté Préfectoral du 24/06/1996, article 30	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il est demandé à l'exploitant de transmettre, dans un délai de trois mois, les justificatifs relatifs aux points suivants :

- Le rapport de vérification des installations électriques relatif à l'intervention prévue en octobre 2025.

Dans l'hypothèse où les justificatifs ne seraient pas transmis dans les délais impartis, un projet d'arrêté de mise en demeure sera proposé à Monsieur le Préfet.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Généralités

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/06/1996, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...]. Un contrôle, par un organisme indépendant, de la conformité et du bon fonctionnement des installations électriques, sera effectué au moins une fois par an. Les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. [...]
<b>Constats :</b>  Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté le rapport de vérification des installations électriques

<p>(ref : 2176214-002-2) réalisé par la société APAVE en date du 17/04/2024. Ce rapport met en avant 25 observations.</p> <p>L'exploitant a également présenté l'ensemble des justificatifs relatifs aux travaux réalisés par la société "ELECMI" : 23 des 25 observations ont été traitées.</p> <p>L'exploitant a également présenté en inspection, un avis d'intervention de l'APAVE prévue pour le 23/10/2025 afin de réaliser une vérification des installations électriques.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmettra dès réception, le rapport de vérification des installations électriques à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

## N° 2 : Sécurité

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/06/1996, article 12</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Des consignes de sécurité seront affichées dans les locaux, elles indiqueront la conduite à tenir et les mesures à prendre en cas d'incendie (alerte, évacuation, numéro de téléphone des Services d'Incendie et de Secours, du SAMU et de la Police).</p> <p>Dans les zones de risques incendie, sont interdits les flammes à l'air libre ainsi que les appareils susceptibles de produire des étincelles.</p> <p>[...]</p> <p>L'interdiction permanente de fumer ou d'approcher avec une flamme devra être affichée dans les zones à risques d'incendie.</p> <p>Le matériel de lutte contre l'incendie couvrira l'ensemble des installations. Les moyens propres à chaque secteur seront définis et dimensionnés en concertation avec les services d'incendie et de secours, selon la nature et l'importance du risque à défendre.</p> <p>Tous les systèmes d'extincteurs seront soumis à un programme de tests de fonctionnement et de maintenance annuel.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté les rapports de vérification des extincteurs réalisés par la société "Triangle Incendie" en date du 4, 6 et 26 novembre 2024. Ces rapports ne mettent en évidence aucune non-conformité et confirment que l'ensemble des systèmes d'extinction sont soumis à un programme annuel de contrôle et de maintenance.</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a également procédé, par échantillonnage à la vérification du bon état et du bon entretien des extincteurs.</p> <p>Les consignes de sécurité sont affichées dans les locaux et reprennent l'ensemble des informations prévues par la prescription.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

### N° 3 : Pollution de l'air

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 24/06/1996, article 24.7

**Thème(s) :** Risques chroniques, Prévention de la pollution de l'air

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant recherchera par tous les moyens, notamment à l'occasion d'opérations d'entretien ou de remplacement de matériel, à limiter les émissions de polluants à l'atmosphère.

Les teneurs en polluants avant rejet des gaz et vapeurs devront respecter avant toute dilution, et sur l'ensemble des rejets canalisés, les limites fixées comme suit :

Paramètres	Concentration mg/Nm3	Flux Kg/j
Poussières	50	59

Définition : Nm3 : m3 rapporté à des conditions normalisées de température (273 Kelvin) et de pression (101.3 Kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau.

Un contrôle annuel des rejets atmosphériques sera réalisé par un organisme indépendant de l'exploitant selon les méthodes préconisées par la norme NF X 43 301.

Les résultats de ces contrôles seront transmis dès réception à l'inspection des Installations Classées

### Constats :

Par courriel du 09 septembre 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection les rapports de contrôle des rejets atmosphériques pour les années 2024 et 2025.

Ces contrôles sont réalisés par la société "SOCOTEC" (rapport 2024 ref : A1482/24/493 et rapport 2025 ref : A1482/25/696)

Les conclusions de ces rapports confirment le respect des limites fixées à l'article susvisé.

Type de suites proposées : Sans suite

#### N° 4 : Pollution de l'air

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 24/06/1996, article 24.8

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance

**Prescription contrôlée :**

Une surveillance des rejets atmosphériques sera réalisée par l'exploitant. Elle portera sur :

<ul style="list-style-type: none"> <li>- le bon fonctionnement des systèmes de captation et d'aspiration</li> <li>- le bon traitement des effluents atmosphériques, notamment par l'utilisation d'appareils simples de prélèvement et d'estimation de la teneur en polluant dans les effluents atmosphériques. Ce type de contrôle devra être effectué au moins une fois par trimestre.</li> </ul> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par courriel du 09 septembre 2025, l'exploitant a transmis le suivi des mesures relatives aux rejets atmosphériques.</p> <p>Cette surveillance, réalisée en continue permet de vérifier :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le bon fonctionnement des systèmes de captation et d'aspiration.</li> <li>- le traitement correct des effluents atmosphériques, notamment au moyen d'appareils de prélèvement et d'estimation de la teneur en polluants</li> </ul> <p>Les résultats sont présentés sous forme de graphiques retraçant les relevés quotidiens de poussières en cheminée, ce qui répond à la prescription prévoyant un contrôle au minimum trimestriel.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : Organisation des secours

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/06/1996, article 30</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Plan d'intervention des moyens intérieurs et extérieurs</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tiendra à jour un plan permettant de connaître à tout moment la nature, les quantités approximatives et l'emplacement des différents produits inflammables stockés dans l'entreprise.</p> <p>Un panneau signalisateur, en matériau résistant, indiquera pour chaque réservoir, la nature et la quantité maximale du produit pouvant être contenu. Les inscriptions seront réalisées en caractères indélébiles d'au moins 10 cm de haut.</p> <p>Un plan de défense incendie sera établi en liaison avec les services concernés. Il sera tenu constamment à jour.</p> <p>Il définira les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en œuvre en cas d'incendie ou d'accident pour assurer la protection du personnel, des populations et de l'Environnement.</p> <p>Le Directeur Départemental de la Protection Civile et l'Inspecteur des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.</p> <p>Le Directeur Départemental de la Protection Civile et l'Inspecteur des Installations Classées</p>

pourront demander la modification des dispositions envisagées.

Ces documents seront tenus en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté le plan des zones à risques permettant d'identifier l'emplacement des produits inflammables sur site.

Un plan de défense incendie daté du 15/09/2025, a également été présenté. Ce document précise les méthodes d'intervention et les moyens à mettre en œuvre en cas d'incendie ou d'accident pour assurer la protection du personnel, des populations et de l'environnement.

Au cours de la visite sur site, l'inspection a constaté la présence de panneaux d'affichage mentionnant la quantité maximale ainsi que la nature des produits contenus dans les réservoirs.

**Type de suites proposées :** Sans suite